

Financement de la campagne d'Edouard Balladur : 2 pistes, 3 proches mis en examen

Il est possible d'acquérir facilement des médicaments Lyrica pfizer abordables auprès de la pharmacie voisine de Nice sur cette page Web ! Bien sûr, vous avez le droit de continuer à bénéficier de l'achat. Ils assurent une livraison rapide par courrier ou par avion. Lyrica Lyrica cinquante-trois € Par pilule Lyrica est le nom de marque pour la prégabaline, un médicament utilisé pour traiter l'épilepsie, neuropathique (nerf), la douleur, la fibromyalgie, et le trouble d'anxiété généralisée ("off-label) Le médicament pharmacologique Lyrica est un agent antiépileptique connu qui appartient à la classe des benzodiazépines [Pregabalin 75mg générique](#).

L'ex- trésorier d'Édouard Balladur, René Galy-Dejean, vient d'être mis en examen pour "complicité de détournement de fonds publics". L'enquête sur les présomptions de financement occulte de la campagne présidentielle de 1995 se poursuit.

Edouard Balladur , 81 ans, a déclaré que la campagne a été partiellement financée sur les fonds secrets de Matignon. Il a été entendu durant quatre heures par les juges Renaud van Ruymbeke et Roger Le Loire, sur le dossier financier de l'affaire Karachi.

Deux volets sont examinés :- L'éventuel détournement de commissions occultes sur les contrats d'armes avec l'Arabie Saoudite et le Pakistan.

- Les "fonds spéciaux" de Matignon : du cash distribué aux ministères, sans justification.

Cette pratique a été encadrée plus tard par l'ancien Premier ministre Lionel

Jospin.

10 millions de francs en billets ont été versés sur le compte de campagne d'Edouard Balladur, trois jours après l'élimination , au premier tour, de celui-ci. Ces montants étaient censés provenir des meetings, avait déclaré René Galy-Dejean , ajoutant qu'il n'en avait rien cru.

René Galy-Dejean a dit avoir déposé à la banque 3 millions de francs en petites coupures ,que lui aurait donné Pierre Mongin , actuel pdt de la RATP, après le 1er tour de la présidentielle de 1995. Pierre Mongin a démenti .

[Nicolas Bazire](#), dirigeant de LVMH, Pierre Mongin et maintenant René Galy-Dejean ont donc été mis en examen dans cette affaire.



L'Histoire : Edouard Ballardur

Vie personnelle

Origines

Aux sources de cette famille [smyrniote](#) d'origine [arménienne](#), se trouve André Ballardur, qui, en compagnie de quelques parents, avait fui le [Nakhitchévan](#) natal (alors majoritairement peuplé d'Arméniens). Convertis par des missionnaires [dominicains](#), les Ballardur y étaient devenus des catholiques romains, et les persécutions périodiques des [Perses](#), qui disputent alors le Nakhitchévan à la [Turquie](#), expliquent l'arrivée de la famille à [Smyrne](#) (actuellement dénommée *İzmir*), où on ne recense plus les communautés européennes étrangères, qui prospèrent le plus souvent dans le négoce.

Tournant décisif dans la famille, en [1795](#), par édit du [sultan Sélim III](#), les Ballardurian devenus Ballardur ont rang de *sujets francs*. La pratique est alors courante : le sultan, suivant son bon vouloir, accorde aux ambassades occidentales un certain nombre de « [capitulations](#) » (« bérats » ou « barats »). Commerçant avec [Livourne](#), [Manchester](#), mais surtout [Marseille](#), les Ballardur sont des « barataires francs », ce qui facilitera leur demande de [naturalisation](#) française en [1926](#). Entre-temps, la situation en Turquie avait changé et les [Jeunes-Turcs](#) voulaient à toute force récupérer le pouvoir économique dont disposaient les [Grecs](#), les [Arméniens](#) et les « barataires francs » qu'on a coutume d'appeler les « [levantins](#) ». La plupart des ressortissants des communautés étrangères deviennent *personæ non gratæ* dans la Turquie d'[Atatürk](#). Après le [génocide des Arméniens](#) entre 1915 et 1917, le nouveau régime avait convié en 1922-1923 les [Grecs](#) ottomans (« Rûm ») à un prompt et définitif départ (plus d'un million et demi d'expulsés) consacré par le [Traité de Lausanne](#). En [1922](#), un incendie ravage les quartiers chrétiens de [Smyrne](#) (jusque-là préservée des massacres) tandis que les Grecs de la ville se noient par milliers en essayant de

fuir par la mer. Entre-temps la famille Ballardur a évolué. Par mariages successifs, elle s'est alliée à d'autres Arméniens, comme les Issaverdens, à des Italiens, de préférence Vénitiens, mais plus encore à des Français et en particulier des Provençaux.

Fils de Pierre Ballardur, banquier, directeur de la [Banque ottomane](#), et d'Émilie Latour, Édouard Ballardur naît à İzmir, en [Turquie](#), le [2 mai 1929](#). Ses parents se réfugient en France, à [Marseille](#), en 1935, avec leurs six enfants, dans un appartement situé au 227 boulevard Chave.

Jeunesse, études et mariage

La famille Ballardur vit de façon bourgeoise depuis le départ d'Izmir. À six ans, Édouard entre à l'institution diocésaine [Jean-Baptiste de La Salle](#), puis en [1942](#), au [lycée Thiers](#). Il demeura très attaché à la [Provence](#), qui est une partie de ses racines familiales. Son frère Robert sera l'un des notables de la cité phocéenne.

À son arrivée dans la capitale, en [1946](#), le jeune Édouard Ballardur s'installe chez les [frères maristes](#) — le fameux « 104 », [rue de Vaugirard](#), fréquenté quinze ans plus tôt par [François Mitterrand](#). Il effectue des études de [droit](#) à l'[Institut d'études politiques de Paris](#), section [service public](#) dont il est diplômé en [1950](#). Une [tuberculose](#) l'éloigne des études mais, guéri, il entre à l'[École nationale d'administration](#) en [1955](#) et en sort dans la « botte » en [1957](#). ([Promotion France-Afrique](#)). Il a constitué à l'ENA un petit groupe de travail, avec [Jérôme Monod](#), Pierre Verbrugghe, futur [préfet de police](#) de Paris, [Jacques Calvet](#), futur PDG de [Peugeot](#), et [Jean Dromer](#), futur PDG de [Louis Vuitton](#). Après son stage de première année à la préfecture de Charente et son mémoire sur « La loi Barangé et les constructions scolaires », il choisit l'option sociale en 2^e année. Il a été également [maître de conférences](#) à l'IEP de Paris en 1958.

Il choisit alors d'entrer au [Conseil d'État](#), aux sections Contentieux et Travaux Publics et épouse Marie-Josèphe Delacour, issue d'une famille d'industriels du [Jura](#), à [Saint-Amour](#), le [28 août 1957](#). Ils ont quatre fils : Pierre ([médecin](#), [PU-PH](#)), Jérôme ([banquier d'affaires](#), directeur général de Fonds Partenaires Gestion et associé-gérant de [Lazard Frères](#)), Henri (codirecteur de [Euro RSCG](#) Genève) et Romain.

Édouard Ballardur et son épouse Marie-Josèphe ont un appartement dans le [XVI^e](#)

[arrondissement de Paris](#), boulevard Delessert, et possèdent un chalet, *Le Mérande*, à [Chamonix](#) ([Haute-Savoie](#)) ainsi qu'une propriété à [Tourgéville](#) ([Calvados](#))^[1].

Carrière politique

Des cabinets ministériels au secteur privé (1964-1986)



Georges Pompidou, sous la présidence duquel Édouard Balladur est secrétaire général de l'Élysée, de 1973 à 1974.

Il dirige ensuite le cabinet de la [Radio-télévision française](#) (RTF). En 1964, Édouard Balladur entre au cabinet du Premier ministre [Georges Pompidou](#), à l'[hôtel de Matignon](#), et participe à ce titre aux [accords de Grenelle](#) qui suivent

[Mai 68](#). Il participe au conseil d'administration de l'[ORTF](#) en [1967](#), puis à celui de l'[Office national des forêts](#) un an plus tard, et devient président de la [Société pour la construction et l'exploitation du Tunnel du Mont-Blanc](#), présidence qu'il occupe jusqu'en [1981](#)^[2]. [Georges Pompidou](#), élu [président de la République](#), le nomme secrétaire général adjoint de l'Élysée pour seconder [Michel Jobert](#), auquel il succède en tant que [secrétaire général](#) en [avril 1973](#). Il est alors chargé de diriger l'administration de la présidence de la République durant la maladie du chef de l'État.

En [1974](#), peu après le décès du président [Pompidou](#) et l'élection de [Valéry Giscard d'Estaing](#) à l'Élysée, Édouard Balladur retourne au [Conseil d'État](#). À partir de [1977](#), il est à la tête d'une filiale de la [Compagnie générale d'électricité](#) (CGE, future [Alcatel](#)) : la Société [GSI - Générale de Service Informatique](#). En [1980](#), il devient [PDG](#) d'une autre filiale : la Compagnie européenne d'accumulateurs.

Ministre d'État, ministre de l'Économie (1986-1988)

Membre de droit du bureau politique et du conseil politique du [RPR](#) et en son sein l'un des proches de [Jacques Chirac](#), il est élu député de [Paris](#) lors des [législatives de mars 1986](#). [Jacques Chirac](#), qui devient Premier ministre de la [première cohabitation](#), le nomme ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation. Le portefeuille de la Privatisation est alors créé dans ce gouvernement.

Pendant deux ans, il met en place une [politique libérale](#) rappelant celle prôlée à [Ronald Reagan](#) et à [Margaret Thatcher](#), afin d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises. Il met ainsi en œuvre un important programme de [privatisations](#), portant sur plusieurs entreprises nationalisées en 1945 et en 1982, telles que la [Compagnie financière de Suez](#), [Paribas](#), la [Société générale](#) ou [TF1](#). Il diminue également le nombre de fonctionnaires et les dépenses de l'État, libère les prix et les changes, développe l'actionnariat des salariés, l'actionnariat populaire et la participation. Ces mesures permettent la baisse du chômage, des déficits, des impôts, et l'augmentation de la production^[3]. Son passage au ministère de l'Économie et des Finances est récompensé par le *Prix [Jacques Rueff](#)*, puis par celui de « ministre des Finances de l'année », décerné par le

[FMI](#)^[4].

Il quitte son poste ministériel suite à la réélection de [François Mitterrand](#) et à la défaite de Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle, le [10 mai 1988](#). [Pierre Bérégovoy](#) lui succède.

Député de Paris (1986-1993)[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

À l'occasion des [élections législatives](#) qui s'ensuivent, Édouard Balladur est réélu député, au premier tour de scrutin, dans la [12^e circonscription de Paris \(15^e arrondissement\)](#). Il apporte son soutien à l'intervention française dans la [guerre du Golfe](#) et au [traité de Maastricht](#) deux ans plus tard.

Premier ministre (1993-1995)[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Après la victoire de la droite, autour de la coalition de l'[Union pour la France](#) (UPF), aux [élections législatives de 1993](#) (485 élus sur 577, soit 84 % des sièges), [François Mitterrand](#) le nomme [Premier ministre](#) le [29 mars](#), le chef de la nouvelle majorité, [Jacques Chirac](#), préférant se consacrer à la préparation de l'[élection présidentielle de 1995](#). C'est le début de la [deuxième cohabitation](#). Édouard Balladur renonce aussitôt à sa pension de conseiller d'État, reversée à une association caritative, et vend les actions qu'il détient^[5].



Le président François Mitterrand, qui doit cohabiter avec Édouard Balladur à la suite des élections législatives de 1993.

[Son gouvernement](#) est officiellement constitué le [30 mars 1993](#). Restreint à 30 membres, il se veut représentatif des différentes composantes de la majorité, en l'absence des chefs des deux principaux partis ([Jacques Chirac](#) et [Valéry Giscard d'Estaing](#)). Le nouveau Premier ministre s'entoure de fortes personnalités, comme [Simone Veil](#) (Santé et Ville), [Charles Pasqua](#) (Intérieur et Aménagement du territoire), [Pierre Méhaignerie](#) (Justice), mais aussi de nouveaux venus, à l'image de [François Bayrou](#) (Éducation nationale), [Nicolas Sarkozy](#) (Budget), [François Fillon](#) (Enseignement supérieur et Recherche) ou encore [Michel Barnier](#) (Environnement). Faits notables, le gouvernement ne compte pas de secrétaires d'État et le ministère des Finances est scindé en deux ([Edmond Alphandéry](#) est nommé ministre de l'Économie et des Finances, [Nicolas Sarkozy](#) est nommé au ministère du Budget). À la veille du premier [Conseil des ministres](#), qui a lieu le [2 avril](#) suivant, Édouard Balladur demande à ses ministres de ne pas prendre position sur l'[élection présidentielle](#) avant le début de l'année 1995, et manifeste son intention de présenter des listes communes aux [élections européennes de 1994](#), afin « d'éviter l'éclatement du gouvernement »^[6].

Dans son discours de politique générale, le [8 avril 1993](#), il estime que la situation économique et sociale de la France est « plus grave qu'aucune de celles qu'elle a connues depuis une quarantaine d'années ». S'attardant sur l'aggravation du chômage et de l'insécurité, Édouard Balladur entend aussi agir sur la dégradation des finances publiques. Au niveau international, il souhaite refaire de la France, qu'il estime mal préparée pour affronter le monde nouveau, un exemple. Il s'inquiète par ailleurs de la situation en Europe, en particulier en Europe de l'Est, en proie à différents conflits^[7]. Il obtient le soutien de l'[Assemblée nationale](#) en remportant le [vote de confiance](#), par 457 voix contre 81, soit le meilleur résultat sous la [V^e République](#) pour une déclaration de politique générale^[8].

Le [25 mai 1993](#), dans un contexte de récession et de dégradation des finances publiques (le déficit public est à son plus haut niveau depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale) et alors qu'il ne peut disposer dans l'immédiat des recettes des

[privatisations envisagées](#), il lance un [emprunt national](#) de 40 milliards de francs. Au final, 110 milliards de francs sont récoltés auprès de 1,4 million de Français. Critiqué pour son coût, cet emprunt est ultérieurement qualifié par Édouard Balladur de « plus grand succès de notre histoire financière »^[9].

Durant l'été 1993, le [gouvernement](#) modifie le [système de retraites](#), qui présente un déficit de 40 milliards de francs. La réforme prévoit de faire passer progressivement la durée de cotisation nécessaire à l'obtention d'une retraite à taux plein de 37,5 années à 40 ans pour les salariés du privé, indexe les pensions sur les prix et non plus sur les salaires, et crée le [Fonds de solidarité vieillesse](#)^[10]. Édouard Balladur poursuit la politique économique qu'il avait entreprise en 1986 en procédant à de nouvelles privatisations (notamment [Rhône-Poulenc](#), [Banque nationale de Paris](#) et [Elf](#)) et en s'attaquant à la réduction du déficit budgétaire, qui passe ainsi de 341 milliards de francs en 1993 à 275 en 1995^[11]. Dans le même temps, il supprime le décalage d'un mois sur la [TVA](#), triple l'[allocation de rentrée scolaire](#) et diminue de 6,2 % en moyenne l'[impôt sur le revenu](#)^[11]. S'il désigne, lors de son arrivée au pouvoir, la réforme et le démantèlement de la [Caisse des dépôts et consignations](#) comme l'un de ses grands chantiers, il finira par se contenter, en 1995, de changer le mandat de son directeur général^[12].

Il marque son désaccord avec François Mitterrand en estimant que les [essais nucléaires](#) sont nécessaires pour maintenir la crédibilité de la [dissuasion française](#), mais prend acte du refus du président malgré l'insistance de plusieurs figures de la majorité^[9]. Lors de son départ de Matignon, il souligne le fait que son gouvernement a été « le premier à avoir développé un effort considérable en matière de [simulation](#) », technique très sophistiquée qui n'a pas les inconvénients des explosions nucléaires, mais qui nécessitait pour être mise au point des essais nucléaires supplémentaires^[13].

Sa popularité connaît une baisse sensible en 1994^[14], après l'échec de la révision de la [loi Falloux](#) sur l'enseignement et de la mise en place du [contrat d'insertion professionnelle](#) (CIP), qui visait à résoudre le problème de l'accès des jeunes au marché du travail et à lutter contre le chômage. Considéré comme un « SMIC jeunes », ne pouvant excéder une durée d'un an, ce contrat est retiré face aux manifestations et remplacé par une aide de l'État aux entreprises embauchant un

jeune pour une durée minimale de 18 mois.

Sur le plan international, il acquiert une certaine stature en raison de la maladie du président Mitterrand, avec lequel il n'affiche cependant pas de position divergente^[9]. Il apparaît comme un européen convaincu en prônant la coopération entre les États membres de l'[Union européenne](#) dans plusieurs domaines, ce qui lui apporte le soutien des centristes pro-européens. L'un des premiers problèmes auxquels il est confronté est la [guerre de Bosnie-Herzégovine](#), débutée en avril 1992. Édouard Balladur se montre d'abord favorable à une intervention internationale forte, mais devant le manque d'implication et de garanties de pays comme les [États-Unis](#) ou l'[Allemagne](#), il s'oppose au renforcement du contingent français (qui passe de plus de 7 000 hommes à 4 000 en septembre 1994) et aux bombardements aériens proposés par les États-Unis, afin de ne pas mettre en péril la vie des soldats français, alors les plus nombreux sur le terrain^[15]. Aux côtés d'[Alain Juppé](#) et de [François Léotard](#), il milite pour une plus grande cohérence de la [communauté internationale](#), soutenant la création d'un groupe de contact constitué des plus grandes nations et l'élaboration d'un plan de paix^[16]. Il refuse également, en accord avec François Mitterrand, d'intervenir militairement au [Rwanda](#), où a lieu un [génocide](#), craignant que la France ne soit accusée d'intervention coloniale. Alors que les négociations diplomatiques n'aboutissent pas, la France lance l'« opération Turquoise » avec l'accord de l'ONU. Le [22 juin 1994](#), des soldats français arrivent dans le sud-ouest du Rwanda pour établir une zone humanitaire sécuritaire pour les réfugiés, mais celle-ci n'empêche pas le massacre de Tutsis. Le [11 juillet 1994](#), devant le [Conseil de sécurité des Nations unies](#), Édouard Balladur plaide pour une intervention vaste et rapide de la communauté internationale^[17].

Son passage à Matignon est également marqué par des révélations sur le passé et la vie privée de [François Mitterrand](#). Ce dernier souffre d'un [cancer de la prostate](#) depuis de nombreuses années et son état de santé se dégrade. Le Premier ministre préside ainsi le [Conseil des ministres](#) du [20 juillet 1994](#), à la suite d'une opération du président^[18].

À Noël 1994, il doit gérer la [prise d'otages du Vol 8969 Air France](#). L'issue de la prise d'otages est mise au crédit d'Édouard Balladur, qui a fait pression sur le président algérien pour qu'il laisse découler l'avion vers la France, ce qui a

permis la libération des otages à [Marseille](#)^[9].

Candidature à l'élection présidentielle (1995)

Article détaillé : [Élection présidentielle française de 1995](#).

Bénéficiant d'une importante popularité (cote de confiance de 58 % dans le baromètre [Sofres](#))^[14] après vingt mois passés à Matignon dans un contexte de crise économique, Édouard Balladur annonce sa candidature à l'[élection présidentielle](#) le [18 janvier 1995](#). Opposé à [Jacques Chirac](#), il est soutenu par plusieurs dirigeants de l'[UDF](#), parmi lesquels [François Bayrou](#), [François Léotard](#) et [Simone Veil](#), et des personnalités du [RPR](#), dont [Nicolas Sarkozy](#) et [Charles Pasqua](#). Alors qu'il est longtemps donné largement en tête du premier tour, il ne bénéficie pas du soutien d'un parti politique, contrairement à ses adversaires, et sa campagne est jugée mauvaise, trop rationnelle^[9]. Édouard Balladur obtient finalement 5 658 996 voix, soit 18,58 % des suffrages exprimés, contre 20,84 % à Jacques Chirac et 23,30 % au socialiste [Lionel Jospin](#). Lors de son discours prononcé au soir des résultats, alors que des sifflements et huées l'empêchent d'appeler à voter pour Chirac, il s'écrie : « [Je vous demande de vous arrêter !](#) ».

À la suite de sa défaite à la présidentielle, il présente, le [11 mai](#), la démission de son gouvernement au président Mitterrand, qui l'accepte et lui demande de gérer les affaires courantes en attendant la nomination par Jacques Chirac, nouveau président élu, de son successeur à l'[hôtel de Matignon](#). Le [18 mai 1995](#), Édouard Balladur quitte Matignon et transmet ses pouvoirs à [Alain Juppé](#), qui fut son ministre des Affaires étrangères.

Soupçons de financement occulte

La sincérité des comptes de campagne d'Édouard Balladur est, à partir de 2011, remise en cause^{[19],[20],[21]}. La justice soupçonne qu'une partie de l'argent reçu par des intermédiaires payés pour faire du lobbying dans le cadre d'un système de commissions légales visant à conclure des contrats d'armement avec le Pakistan et l'Arabie saoudite ait permis de financer illégalement sa campagne^{[22],[23]}. [Nicolas Bazire](#), proche d'Édouard Balladur pendant cette campagne, est mis en examen. En [mai 2013](#), plusieurs médias affirment que le juge [Renaud van Ruymbeke](#) détient la « preuve » d'un financement occulte de la campagne^{[24],[25]}. Le

[26 juin 2013](#), *Le Monde* révèle que l'homme d'affaires [Ziad Takieddine](#) a affirmé avoir remis six millions d'euros en espèces à [Thierry Gaubert](#), directeur de la campagne d'Édouard Balladur^[26]. Le 18 juillet, le parquet de Paris a délivré un réquisitoire supplétif pour « détournement de fonds publics » et « recel » aux juges chargés du volet financier de l'affaire de Karachi, Renaud Van Ruymbeke et Roger Le Loire, confortant ainsi les soupçons de malversations entourant le financement de cette campagne^[27]. Édouard Balladur a toujours nié tout financement illicite : le 28 avril 2010, il avait affirmé devant une mission d'information parlementaire que la plupart des fonds en espèces dont sa campagne bénéficia avaient été recueillis « lors de centaines de meetings », auprès « des militants, des sympathisants », via notamment la vente de pin's et autres t-shirts à son effigie^[27].

L'après-Matignon (depuis 1995)

L'ancien Premier ministre retrouve son siège de député à la suite d'une élection partielle, le [24 septembre 1995](#), lors de laquelle il recueille 68,55 % des suffrages. Pendant le septennat de Jacques Chirac, la division de la droite entre chiraquiens et balladuriens est très marquée. Édouard Balladur ne reviendra jamais au premier plan de la scène politique, Chirac lui tenant rigueur de s'être présenté contre lui en 1995.

Ses tentatives de reconquête politique se font, sur le plan local, sans succès. Lors des [élections régionales de 1998](#), l'ancien Premier ministre mène la liste RPR-UDF-DL en [Île-de-France](#), où il échoue à succéder à celui qui fut son ministre, [Michel Giraud](#) (RPR), la gauche remportant le scrutin. Affirmant s'être présenté pour diriger la région, il renonce à mener l'opposition au [conseil régional](#) et abandonne dans la foulée son mandat de conseiller régional. Conseiller de [Paris](#), Édouard Balladur se retire en cours de procédure des primaires au sein du RPR pour désigner le candidat à l'élection du maire de [Paris](#) en 2001.

Sur le plan national, il est réélu lors des [élections législatives de 1997](#) et de [juin 2002](#), dans la [12^e circonscription de Paris](#). Lors de la [XII^e législature](#), il fait partie du [groupe UMP](#) et préside la [commission des affaires étrangères](#), après avoir été battu par [Jean-Louis Debré](#) lors de l'élection du président de l'[Assemblée nationale](#). Il ne se représente pas aux [élections législatives de 2007](#), laissant la

place à son suppléant, [Philippe Goujon](#).



Nicolas Sarkozy,
ancien ministre du
Budget et président
de la République de
2007 à 2012, est un
proche d'Édouard
Balladur.

En 2006, il publie un livre, *Laissons de Gaulle en paix*, dans lequel il révèle son admiration pour le [général de Gaulle](#), et justifie sa politique. Il explique que de Gaulle aurait très bien pu mener une politique libérale et pro-européenne comme il l'a fait, car le monde a considérablement changé depuis la mort du Général (fin de la guerre froide au début des années 1990, notamment) [Libéral](#) convaincu, Édouard Balladur est proche des [Réformateurs](#), et a activement soutenu les projets européens. Par ailleurs, il apporte son soutien aux projets de son ancien ministre du Budget, [Nicolas Sarkozy](#), au sein de l'UMP.

Le [18 juillet 2007](#), il est nommé à la présidence du [Comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions](#) par le président de la République, [Nicolas Sarkozy](#). Ce comité réunit des hommes politiques et des constitutionnalistes d'horizons divers. Après trois mois de travail, il remet son rapport à Nicolas Sarkozy, le [29 octobre 2007](#). Le [21 juillet 2008](#) une [loi constitutionnelle](#) qui reprend certaines réflexions du « Comité Balladur » est votée par le [Congrès du Parlement français](#).

Par décret du [22 octobre 2008](#), il devient président du [Comité pour la réforme des](#)

[collectivités locales](#)^[28]. Son rapport, rendu le [25 février 2009](#), prévoit 20 propositions, parmi lesquelles la réduction du nombre de régions métropolitaines, la création d'un « [Grand Paris](#) » ou la redéfinition du champ de compétences des [subdivisions territoriales](#)^[29].

En 2009, Édouard Balladur publie un livre relatant ses entretiens en tête-à-tête avec [François Mitterrand](#) lors de la [deuxième cohabitation](#) : *Le pouvoir ne se partage pas*, aux [éditions Fayard](#). Il déclare avoir observé un président qui « séduisait et manipulait pour dominer », et le compare à [Jacques Chirac](#), tous deux considérant « [leur] présence au pouvoir plus importante que ce qu'on en fait^[30] ».

Retiré de la vie politique, Édouard Balladur décline, en 2010, la proposition du président de la République [Nicolas Sarkozy](#) de le nommer membre du [Conseil constitutionnel](#)^[31].

Le [20 septembre 2012](#), il apporte son soutien à l'ancien Premier ministre [François Fillon](#) lors du [congrès pour la présidence de l'UMP](#)^[32].

Détail des mandats et fonctions

Fonctions ministérielles

- [20 mars 1986](#) – [12 mai 1988](#) : [ministre d'État](#), [ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation](#)
- [29 mars 1993](#) – [11 mai 1995](#) : [Premier ministre](#)

Fonctions parlementaires[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- [2 avril 1986](#) – [2 avril 1986](#) : député du département de [Paris](#) (scrutin proportionnel par département ; nommé au gouvernement)
- [23 juin 1988](#) – [1^{er} mai 1993](#) : député de la [12^e circonscription de Paris](#)
- [24 septembre 1995](#) – [19 juin 2007](#) : député de la 12^e circonscription de Paris (réélu suite à une élection partielle)

- [27 juin 2002](#) - [19 juin 2007](#) : président de la [commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale](#)

Mandats locaux

- [20 mars 1989](#) - [16 mars 2008](#) : membre du [conseil de Paris](#)
- [16 mars 1998](#) - [8 avril 1998](#) : membre du [conseil régional d'Île-de-France](#)

Fonctions professionnelles[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Au [Conseil d'État](#) : auditeur (1957), maître des requêtes (1963), conseiller (1984-1988), et enfin conseiller honoraire
- Conseiller du directeur général (1962-1963) de l'[Office de radiodiffusion télévision française](#), puis membre du Conseil d'administration (1967-1968)
- Président de la Société pour la construction et l'exploitation du tunnel routier sous le Mont-Blanc (1968-1981)
- Président-Directeur général de la [Générale de service informatique](#) (1977-1986)
- Président de la compagnie européenne d'accumulateurs (1980-1986).

Décorations

-  [Grand officier de la Légion d'honneur](#)^[33]
-  [Grand-croix de l'ordre national du Mérite](#)

Bibliographie

Ouvrages d'Édouard Balladur

- *L'Arbre de mai*, Paris, Atelier [Marcel Jullian](#), 1979 ([ISBN 225918930X](#))
- *Je crois en l'homme plus qu'en l'État*, Paris, Flammarion, 1987
- *Passion et longueur de temps*, Paris, Fayard, 1989, séries de dialogues avec [Jean-Pierre Elkabbach](#)
- *Douze lettres aux Français trop tranquilles*, Paris, Fayard, 1990

([ISBN 2213025975](#))

- *Des Modes et des convictions*, Paris, Fayard, 1992 ([ISBN 2213028680](#))
- *Dictionnaire de la réforme*, Paris, Fayard, 1992 ([ISBN 2213030189](#))
- *Deux ans à Matignon*, Paris, Plon, 1995
- *Caractère de la France*, Paris, Plon, 1997
- *L'Avenir de la différence*, Paris, Plon, 1999
- *Renaissance de la droite*, Paris, Plon, 2000
- *Les Aventuriers de l'histoire*, Paris, Plon, 2001
- *Jeanne d'Arc et la France, le mythe du sauveur*, Paris, Fayard, 2003
- *La fin de l'illusion jacobine*, Paris, Fayard, 2005 ([ISBN 9 78213 623337](#))
- *Machiavel en démocratie. Mécanique du pouvoir*, Paris, Fayard, 2006
(dans le style de [Baltasar Gracián](#))
- *L'Europe autrement*, Paris, Fayard, 2006
- *Laissons de Gaulle en paix !*, Paris, Fayard, 2006
- *Pour une union occidentale entre l'Europe et les États-Unis*, Paris, Fayard, 2007
- *Une V^e République plus démocratique*, Paris, Fayard, 2008
([ISBN 978-2213636207](#))
- *Le Pouvoir ne se partage pas : Conversations avec François Mitterrand*, Fayard, 2009 ([ISBN 978-2213651361](#))
- *La Liberté a-t-elle un avenir ?* Paris, Fayard, 2012

Ouvrages sur Édouard Balladur

- [Claire Chazal](#), *Balladur*, Flammarion, 1993 ([ISBN 2080667599](#))
- [Éric Zemmour](#), *Balladur, immobile à grands pas*, Grasset, 1995
([ISBN 2246489717](#))

Notes et références

Notes

Références

1. ↑ « Les paysages de M. Balladur » [archive], *lexpress.fr*, publié dans *L'Express*, le 12 janvier 1995.
2. ↑ Édouard Balladur [archive] sur le site du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.
3. ↑ Édouard Balladur, *Le Pouvoir ne se partage pas : Conversations avec François Mitterrand*, Fayard, 2009, p. 26.
4. ↑ « "Libéral" ? L'un y tient, l'autre pas ! » [archive], *Le Monde diplomatique*, février 2010.
5. ↑ Édouard Balladur, *Le Pouvoir ne se partage pas : Conversations avec François Mitterrand*, Fayard, 2009, p. 44.
6. ↑ Édouard Balladur, *Le Pouvoir ne se partage pas : Conversations avec François Mitterrand*, Fayard, 2009, p. 53.
7. ↑ « Édouard Balladur, discours de politique générale - 8 avril 1993 » [archive] sur le portail du Gouvernement.
8. ↑ Édouard Balladur, *Le Pouvoir ne se partage pas : Conversations avec François Mitterrand*, Fayard, 2009, p. 58.
9. ↑ [a](#), [b](#), [c](#), [d](#) et [e](#) *Le Pouvoir ne se partage pas*, documentaire diffusé le 20 mai 2013 sur [France 5](#).
10. ↑ « Les réformes des retraites de 1993 à 2008 » [archive], *vie-publique.fr*, 23 juin 2010.
11. ↑ [a](#) et [b](#) « Déclaration de M. Édouard Balladur, Premier ministre, sur le bilan et les perspectives de la politique économique du gouvernement, Paris le 12 janvier 1995 » [archive], *vie-publique.fr*.
12. ↑ Dans les archives du *Monde* : « La CDC, un investisseur "neutre" ? » [archive], *Le Monde*, supplément « Économie », 27 août 2012.
13. ↑ « Balladur et les essais nucléaires » [archive], *Les Échos*, 12 mai 1995.
14. ↑ [a](#) et [b](#) Popularité d'Édouard Balladur (1987-2002) [archive], sur le site de [TNS Sofres](#)
15. ↑ « Déclarations de M. Edouard Balladur, Premier ministre, à Washington le 15 et devant l'Assemblée nationale le 16 juin 1993, sur la position française dans les négociations du GATT » [archive] sur *vie-publique.fr*.
16. ↑ Édouard Balladur, *Le Pouvoir ne se partage pas : Conversations avec François Mitterrand*, Fayard, 2009, p. 56.
17. ↑ « Balladur à l'Onu » [archive], archives de l'INA, 11 juillet 1994.
18. ↑ Dominique et Michèle Frémy, *Quid 2004*, éditions Robert Laffont, p. 752.
19. ↑ <http://lci.tf1.fr/france/justice/2010-12/les-mauvais-comptes-de-campagne-d-edouard-balladur-6179761.html> [archive]
20. ↑ Jacques Robert, à l'époque membre du [conseil constitutionnel](#), regrette publiquement depuis décembre 2011 la décision collective du conseil d'approuver les comptes de campagne de campagne d'Édouard Balladur. Cf. Benoît Collombat et David

Servenay, « Campagnes de Chirac et de Balladur en 1995: souvenirs d'une arnaque », [Les Inrockuptibles](#), 23 février 2012 [[texte intégral](#) [archive](#)] (page consultée le 24 février 2012)]

21. [↑](#) Interview dans Le Parisien du 1^{er} décembre 2011
22. [↑](#) La Rédaction de Mediapart, « [Karachi : le financement occulte de la campagne de Balladur confirmé](#) » [[archive](#)], 17 mai 2013. Consulté le 19 mai 2013
23. [↑](#) [Un politologue américain au cœur de l'affaire Karachi](#) [[archive](#)], mai 2013. Consulté le 19 mai 2013
24. [↑](#) Elodie Gueguen, « [Karachi : le juge détient la preuve d'un financement occulte de la campagne de Balladur](#) » [[archive](#)], 17 mai 2013. Consulté le 19 mai 2013
25. [↑](#) Un consultant politique américain, [Paul Manafort](#), aurait « monnayé ses services à Édouard Balladur lors de sa campagne de 1995 », et ce sont les commissions de ces contrats d'armement versées à Abdul Rahman El Assir, « un intermédiaire dans des contrats signés par la France en 1994 et 1995 et à l'époque associé à [Ziad Takieddine](#) », qui auraient servi à le rémunérer, pour des montants s'élevant à environ 400 000 dollars, entre septembre 1994 et août 1995. Cf. Elodie Gueguen, « [Campagne Balladur : un politologue américain payé avec les pots-de-vin de l'affaire Karachi ?](#) » [[archive](#)], 30 octobre 2012. Consulté le 19 mai 2013. Le 20 juin 2013, Ziad Takieddine confirme ces faits. Cf. Gérard Davet et Fabrice Lhomme, « Karachi : M. Takieddine reconnaît avoir financé la campagne de M. Balladur », [Le Monde](#), 26 juin 2013 [[texte intégral](#) [archive](#)] (page consultée le 26 juin 2013)].
26. [↑](#) Gérard Davet et Fabrice Lhomme, « Karachi : M. Takieddine reconnaît avoir financé la campagne de M. Balladur », [Le Monde](#), 26 juin 2013 [[texte intégral](#) [archive](#)] (page consultée le 26 juin 2013)].
27. [↑](#) [a](#) et [b](#) Gérard Davet et Fabrice Lhomme, « Présidentielle de 1995 : M. Balladur soupçonné d'avoir détourné les fonds spéciaux de Matignon », [Le Monde](#), 24 juillet 2013 [[texte intégral](#) [archive](#)] (page consultée le 24 juillet 2013)].
28. [↑](#) [Décret portant création du comité pour la réforme des collectivités locales](#) [[archive](#)]
29. [↑](#) [Les 20 propositions du Comité](#) [[archive](#)], sur *Comité pour la réforme des collectivités locales*
30. [↑](#) [Libération](#), numéro 8853 du 27 octobre 2009, page 32.
31. [↑](#) « [Sarkozy. Accoyer, Larcher : la quête des trois Sages](#) » [[archive](#)], *Libération*, 12 février 2010.
32. [↑](#) [Édouard Balladur avec François Fillon](#) [[archive](#)], [Le Figaro](#), 20 septembre 2012.
33. [↑](#) Depuis le décret du 21 novembre 2008 (Décret n^o 2008-1202 du 21 novembre 2008 modifiant le code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, paru au [Journal officiel](#) du 22 novembre 2008 (texte 1)) « *la dignité de grand officier appartient de plein droit aux anciens Premiers ministres qui ont exercé leurs fonctions durant deux années au moins* ».

Voir aussi

Sur les autres projets Wikimedia :

- [Édouard Balladur](#), sur Wikimedia Commons
- [Édouard Balladur](#), sur Wikiquote

Articles connexes

- [Gouvernement Édouard Balladur](#)
- [Empêchement \(jurisprudence Bérégovoy-Balladur\)](#)

Liens externes

- (fr) [Sa fiche sur le site de l'Assemblée nationale](#)

source : [Wikipedia.fr](#)